



PROSPECTIVE
COOPERATION
laboratoire d'idées

Qui sommes-nous ?

Association fondée par des chercheurs et des professionnels de la coopération internationale, Prospective et Coopération vise à **promouvoir des politiques et des pratiques innovantes**. Cette initiative souhaite répondre à **des politiques de développement en reconfiguration dans un monde caractérisé par la multi-polarisation et la montée en puissance des opérateurs et des experts des Suds**.

Le Laboratoire d'idées

Le Laboratoire d'idées a d'abord pour mission de créer des passerelles entre universitaires, chercheurs et enseignants de différentes disciplines et institutions de recherches, entre opérationnels et opérateurs de développement, entre différents pays des Nords et des Suds. Il est :

- Un lieu pour interroger le sens du développement et de la coopération,
- Un outil de diffusion des savoirs et des idées,
- Un espace d'influence sur les pratiques et les politiques du développement.



Le cycle des ateliers-débats

Prospective et Coopération organise pour l'année 2015 un cycle de 3 ateliers-débats qui se clôturera par un séminaire de synthèse.

Les ateliers-débats visent à initier une réflexion collective sur le champ de la coopération internationale et de l'aide au développement. Cette réflexion souhaite s'articuler cette année autour de la question des **pratiques professionnelles et scientifiques comme projet politique**.

En effet, la notion de développement a ceci de particulier qu'elle fait l'unanimité depuis soixante ans sur tous les continents à une seule condition : qu'elle ne soit pas définie. Cette polysémie ambivalente permet à des idéologies ultra-libérales, marxistes, productivistes ou décroissantes de se côtoyer sous un même terme. Elle sert ainsi à recouvrir d'un voile pudique, dans l'enceinte des organisations internationales, les contradictions et les divergences au sein du système économique et politique mondial. Et elle déplace les enjeux et les conflits sur d'autres terrains, en particulier ses terrains d'application concrète, où l'idéologie ressurgit nécessairement dans les choix et les actions qui sont posés. Enfin, elle dépolitise souvent les enjeux derrière une approche techniciste et economiciste qui s'impose de l'extérieur par différents biais : financements internationaux liées à des conditionnalités et des méthodologies normatives non débattues, importations de techniques et connaissances culturellement marquées etc.

Toutefois, malgré ces différentes limites polysémiques de la notion de développement, pris à une échelle réduite, des dynamiques sociales et politiques constructives ou polémiques se mettent en place et constituent un élément clé de la résilience du système économique mondial.

La coopération internationale et l'aide publique au développement sont donc des notions éminemment politiques dont les fondements idéologiques ne sont que rarement questionnés et explicités dans les cadres professionnels de la mise en œuvre de projets de développement : Agences nationales et internationales, opérateurs et ONG. Ces notions sont très souvent brandies comme des absolus objectifs dont la poursuite serait unanimement reconnue comme inhérente à la recherche du Progrès et des Lumières. A l'aune de la remise en cause postcoloniale de la doxa occidentale et des conséquences négatives de la mondialisation en ce début de XXI^{ème} siècle (accroissement des écarts de richesse et de dépendances, impact écologique et changement climatique), dans un contexte de réajustement des équilibres de pouvoir entre acteurs internationaux (Etats-Unis, Chine, Russie, Brésil, ONU, UE, multinationales et société civiles), **une réflexion croisée entre acteurs constitue une opportunité d'actualisation des concepts et des enjeux et de redéfinition des positionnements idéologiques de chacun**.

Un cycle de 3 ateliers-débats doit permettre de poser les questions suivantes :

Quelle dimension politique est-elle sous-jacente aux pratiques professionnelles et scientifiques de la coopération pour le développement ? Quels rapports de pouvoir implique-t-elle ? De quels mécanismes de régulation fait-elle usage ? L'usage de l'implicite et du non-dit est-elle une stratégie consensuelle pour permettre à des acteurs idéologiquement très divers de collaborer ? Est-ce une stratégie nécessaire ou est-elle contre-productive ? Doit-elle être remise en cause et selon quelles modalités ? Doit-elle être préservée pour construire des projets pragmatiques et diversifiés ?

Programme 2015 des ateliers débat

Cette question transversale des **pratiques professionnelles et scientifiques comme projet politique** sera abordée dans un cycle d'ateliers-débats au travers de trois thématiques de recherche et pistes de travail sur la coopération au développement autour desquelles s'articule un programme d'activités pour les mois à venir :

1.- 19 Juin 2015 : Le travail en réseaux et l'innovation sociale, professionnelle et politique : trop de réseau tue le réseau ?

2.- 23 mars 2017 : Société civile et démocratisation au Maghreb

3.- 8 novembre 2017 : Méditerranée, cas d'école de la criminalisation de la migration : regards croisés franco-tunisiens sur les enjeux migratoires en Méditerranée et la situation en Libye

Pour chaque atelier, un panel réunissant chercheurs académiques, représentants de la société civile, praticiens de la coopération internationale et représentants de pouvoirs publics, est invité à prendre la parole en ouverture de débat.

ATELIER-DÉBAT #1

« Le travail en réseaux et l'innovation sociale, professionnelle et politique : trop de réseau tue le réseau ? »

Vendredi 19 juin 2015

Horaire : 14h 18h

Lieu : Marseille

Villa Méditerranée

La promotion des réseaux n'est pas nouvelle dans le secteur de la coopération internationale et de l'aide au développement mais les progrès réalisés dans le domaine des TIC ont considérablement transformé les modes de fonctionnement des plateformes, forum et autres initiatives reposant sur l'articulation d'intérêts partagés.

Si la formalisation des réseaux a longtemps été justifiée par le besoin de repolitiser des activités devenues trop techniques avec la professionnalisation progressive des acteurs de la coopération et du développement, ce n'est sans doute plus le cas aujourd'hui. La multiplication des espaces d'expression et la généralisation de l'usage des réseaux sociaux, personnels ou professionnels, change considérablement la façon dont l'action collective se concrétise.

Alors que l'étude de la notion de réseau mettait en évidence deux logiques, complémentaires, la logique-projet et la logique-processus, il est intéressant de questionner cette approche à la lumière des pratiques liées aux TIC. Quelle est la valeur ajoutée, aujourd'hui, d'un réseau formalisé ? Les réseaux sociaux suffisent-ils à entretenir un fondement politique aux actions de développement ?

Comment aborder les questions traditionnelles que pose le travail en réseau : un réseau n'est-il rien d'autre qu'une nouvelle entité ? Risque-t-il de rentrer en concurrence avec ses membres ? Comme assurer son financement ? Quelle gouvernance peut encourager le partage des responsabilités ? Comment échapper au risque du consensus mou ?

Au projet et au processus, ne devons-nous pas rajouter un côté spontané, difficilement contrôlable, chaque membre du réseau pouvant, grâce aux TIC, créer le buzz à tout moment sur ses propres réseaux ?

Comment faire en sorte que le projet et les outils nourrissent et renforcent le processus ? Quelles perspectives sont-elles ouvertes par les TIC ? Les conditions technologiques et culturelles d'accès aux TIC sont-elles prises en compte dans les projets de développement ?

La multiplication des réseaux à tous les niveaux de notre quotidien a-t-elle un effet sur les consciences politiques ?

Ces débats s'appuieront sur cinq études de cas spécifiques.

Intervenants :

- Benjamin BUCLET (Centre de Recherche et d'Expertise sur l'Education et le Développement, CREED) : « *La société civile organisée en réseaux : une étude de cas pan-amazonienne* »
- Cécile ELIZALDE (Territoires Solidaires, réseau des acteurs de la Solidarité Internationale en région PACA) et Catherine SIMO (Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements Locaux Unis-CGLU) : « *Du local au mondial, à quels besoins le réseau répond-t-il ?* »
- Marc MERCIER (Réseau EuroMed France) : « *Comment devenir grand sans devenir gros ? Solidarités sur un territoire et réseau pluriacteurs : construire du sens collectif* »
- Antoine BRICOUT (Institut de Recherche pour le Développement-IRD, Programme d'Appui à la Recherche en Réseau en Afrique- PARRAF) : « *Le travail de recherche en réseau, spécificités et engagement politique dans le domaine scientifique* »

Modérateur :

- Marc LESCAUDRON (Prospective et Coopération)

ATELIER-DÉBAT #2

« *Société civile et démocratisation au Maghreb* »

Jeudi 23 mars 2017

Horaire : 17h - 20h

Lieu : Marseille

IRD

L'objectif de cette rencontre est de **croiser les regards** entre les chercheurs en sciences sociales et les praticiens de la coopération internationale **sur les liens entre société civile et changement démocratique**. Il s'agit plus précisément d'analyser les relations entre associations, Etat et bailleurs de fonds et de voir les effets qu'elles produisent sur la structuration du champ associatif et sur la capacité des associations à être acteurs de changement.

Ces débats s'appuieront sur un cas spécifique, celui de la Tunisie – caractérisé par un passage réussi entre autoritarisme et pluralisme – pourra être comparé avec d'autres contextes nationaux, comme celui du Maroc ou de l'Algérie, aux trajectoires institutionnelles et politiques différentes.

Pierre Tainturier introduira les débats et les échanges à partir d'une présentation, inspirée non seulement des recherches qu'il mène dans le cadre de son doctorat en sociologie (Conservatoire National des Arts et Métiers -CNAM, Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique -LISE) mais aussi de ses expériences professionnelles en tant qu'expert/consultant sur les thématiques de participation citoyenne et d'appui à la société civile. Sa thèse – intitulée « associations et révolution au village. Le cas de Tozeur en Tunisie » - porte sur les processus de politisation à travers l'action et l'engagement associatif.

« Méditerranée, cas d'école de la criminalisation de la migration : regards croisés franco-tuniso-libyens sur les enjeux migratoires en Méditerranée et la situation en Libye »

Mercredi 8 novembre 2017

Horaire : 18h30 20h30

Lieu : Marseille

AAJT- 3 rue Palestro (M° St Charles)

En partenariat avec :



Dans le contexte des politiques de remise en cause des principes de libre circulation et d'accueil des réfugiés en Europe, d'externalisation des politiques migratoires européennes à des "pays tiers sûrs", de guerre civile en Libye et plus largement de conflits dans le Sahara, la route migratoire de la Méditerranée centrale est devenue ces dernières années la plus meurtrière du monde. Elle pose aujourd'hui des défis humains, politiques et économiques à tous les pays de la région. Les acteurs humanitaires de la société civile et, de manière générale les citoyens engagés dans la solidarité, se trouvent aux prises à des situations dramatiques, sur terre comme en mer. Pensées comme des solutions aux enjeux humains de notre temps par les individus qui s'y engagent, ces actions humanitaires sont pointées du doigt comme des causes d'un "appel d'air" fantasmé et instrumentalisé. Ils sont de plus confrontés à des extrémismes violents et à des sociétés où les crispations et la peur se répandent. La criminalisation de la migration, tendance de fond des 40 dernières années en Europe, s'est ainsi progressivement étendue à l'humanitaire et à la solidarité.

Face à ces menaces de remise en cause des conventions internationales sur les droits humains, quel plaidoyer est-il aujourd'hui possible ? Quelles alliances et quelles coalitions d'acteurs peuvent être envisagées pour construire une action collective citoyenne d'influence sur les opinions et les politiques publiques des deux côtés de la Méditerranée ? Quels leviers juridiques et politiques peuvent-ils encore être utilisés lorsque les lois votées restreignent les libertés publiques ? Quelle stratégie collective pour construire des alternatives aux extrémismes violents ?

Ces débats s'appuieront sur quatre interventions spécifiques et complémentaires, issues des sociétés civiles tunisiennes, libyennes et françaises et de la recherche en Sciences Humaines.

Intervenants :

- **Jean-Yves ABECASSIS**

Bénévole de **SOS MEDITERRANEE**, depuis 2015, membre du conseil d'administration et du bureau, responsable de la sensibilisation.

Son intervention portera sur les thèmes suivants :

La Mer Méditerranée devenue la route migratoire le plus meurtrière au monde, le témoignage de l'action humanitaire du sauvetage en mer. Quelle peut-être l'efficacité d'une telle action humanitaire dans un contexte d'externalisation de la gestion des frontières en Méditerranée, de chaos en Libye et de criminalisation des actions humanitaire ? L'appui sur le droit maritime, sur les témoignages des rescapés et sur le mouvement citoyen international pour continuer à sauver des vies et promouvoir les droits et la dignité de tous.

Présentation de SOS MEDITERRANEE :

Fondée en 2015 par un groupe de citoyens européens, cette association a affrété un bateau, *l'Aquarius*, pour agir face aux naufrages en mer Méditerranée. En dix-neuf mois d'opérations de sauvetage, dans les eaux internationales, au large des côtes libyennes, il a recueilli à son bord près de 24 000 personnes. Son réseau européen est présent en France, Allemagne, Italie, Suisse. Son partenaire médical est Médecins Sans Frontières.

- **Jamel MSALEM**

Président de la **Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme** (LTDH)

Son intervention portera sur les thèmes suivants :

Le travail réalisé sur le terrain dans l'accompagnement juridique des familles de disparus en mer notamment et les messages politiques que la TDH peut construire à partir de ces situations. Quels sont les enjeux de la circulation en Méditerranée du point de vue de la nouvelle société démocratique tunisienne ?

Présentation de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme :

Association fondée en 1976 et visant à l'observation et la défense des droits de l'homme en Tunisie, elle a connu un véritable renouveau démocratique après la révolution de 2011. Elle est l'une des composantes du quartet du dialogue national qui obtient le prix Nobel de la paix 2015 pour son succès dans la mission qui a abouti à la tenue des élections présidentielles et législatives ainsi qu'à la ratification de la nouvelle Constitution en 2014

- **Camille CASSARINI**

Doctorant en Géographie à l'**Université d'Aix-Marseille** et rattaché au **Laboratoire Population Environnement et Développement (LPED)**, composante de l'IRD. Ses recherches portent sur l'étude des migrations africaines en Tunisie et sur le système d'assistance aux migrants.

Sa communication proposera une réflexion théorique sur le positionnement des différents acteurs de la gestion migratoire (Etat, ONG, OIG, associations, églises) par rapport aux réalités de la situation des migrants en Tunisie. Plus globalement, il s'agira de mettre en perspective cette réalité « nationale » avec l'ensemble des enjeux géopolitiques propres à la question migratoire en méditerranée, et de clarifier l'impact de ce système sur les circulations migratoires.

- **Ramadan ALAMAMI**

Procureur et assistant de programme au Cairo Institute for Human Rights Studies. Libyen engagé dans la société civile, il est actif au sein de plusieurs associations, notamment l'association des « Jeunes pour Tawarga ».

Son intervention portera sur la situation actuelle des défenseurs des droits de l'homme dans le contexte politique chaotique de la Libye.



PCPA Soyons Actifs/Actives
لنكن فاعلين / فاعلات PCPA

Le programme Soyons Actifs/Actives est un programme concerté pluri-acteurs qui vise **la réduction des inégalités et l'accès aux droits**. Il réunit **70 organisations de la société civile tunisienne et française** (associations, syndicats, coopératives), **ainsi que des collectivités territoriales et pouvoirs publics des deux rives**. Il agit dans trois domaines clefs pour la réduction des inégalités : **l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle et la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et la démocratie participative**.

Plus d'informations sur : www.actives-actifs.org



Le REF - Réseau Euromed France est une plateforme qui rassemble 41 organisations de la société civile française, engagées en Méditerranée. Le REF entend être un lieu d'action et de réflexion des acteurs de la société civile française impliqués dans le bassin méditerranéen. A travers l'action de ses membres, le REF couvre une série de thématiques : migrations, accès au droit, égalité hommes-femmes, citoyenneté, art et culture, environnement, médias.

www.euromed-france.org